6.



A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

NOSSEIGNEURS,

La France doit sa restauration & sa gloire à votre courage, à vos lumières ; le Français tiendra son bonheur d'un Gouvernement formé & conduit par votre sagesse, par votre patriotisme ; mais quels que soient les avantages de la liberté, de la propriété, de l'égalité, &c., il reste à desirer un bien, non moins précieux, la santé.

La Nation espère de votre humanité, que vous daignerez prendre, en considération, un objet aussi important.

Ce n'est point, ici, une déclamation contre les abus, contre les personnes intéressées à



les entretenir, c'eſt un expoſé des maux que l'exercice de ma profeſſion m'a mis à portée de connaître.

Si une bonne ſanté rend les hommes propres au travail: ſi le produit de leurs travaux fait la richeſſe de l'Etat: ſi une nombreuſe population en eſt la force & le ſoutien, la France eſt le ſeul Royaume, où ces objets ne ſoient, jamais, entrés dans le plan, dans les vues de ſon adminiſtration. Il ſemble que le Miniſtère ait, toujours, compté pour rien, la ſanté & la vie des hommes, par le peu de ſoin qu'il a pris de leur conſervation.

Il n'y a point d'Etat, où les Sujets, à l'égard de leur ſanté, ſoient plus qu'en France, à la merci de l'ignorance & de la charlatanerie.

D'une extrêmité du Royaume à l'autre, les Loix, les Règlemens, à ce ſujet, ſont ſans vigueur; les Municipalités ſans attention, ſans vigilance.

La métropole, même, & ſous les yeux du Miniſtre, en donne un exemple, auſſi honteux pour le Gouvernement, que funeſte aux Citoyens.

La Police, la Société Royale de Médecine, dont le devoir & l'inſtitution ſont de veiller ſur ce qui intéreſſe la ſanté du Peuple,

vendent à des Empyriques, ou leur accordent, par de lâches considérations, des permissions, des privilèges, qui sont une source de maux infinis.

Le prix qu'on met, à ces privilèges, à ces permissions, ou le crédit du protecteur, est la mesure des sacrifices qu'on leur fait de la vie des hommes. Ce trafic d'approbations imposantes, provoque, enhardit l'avide & téméraire ignorance, multiplie les dangers, & les victimes deviennent innombrables.

Les remèdes administrés par des gens, sans lumières & sans talent, font périr beaucoup plus de malades qu'il n'en mourroit, si privés de pareils secours, ils étaient abandonnés à la simple Nature.

Je n'entrerai point dans l'énumération, ni dans les détails des maux, & des abus qui méritent de fixer l'attention de l'Assemblée nationale, & des administrations provinciales; je me bornerai à parler d'une maladie qui, seule, affecte autant d'individus, que toutes les autres maladies, ensemble.

Cette maladie, dont l'Europe est infectée, depuis la découverte de l'Amérique, a fait les plaies les plus cruelles à tous les Etats, particulièrement à la France.

Le Royaume a perdu, au moins, trois

millions d'hommes, par ce fléau, depuis la fin du quinzième siècle ; plus de six millions ont traîné une vie languissante, & donné l'existence à une race d'êtres faibles, maléficiés, qui s'est éteinte à la deuxième, ou troisième génération, après avoir vécu, plus à charge qu'utile à l'Etat.

Aujourd'hui, sur vingt-cinq millions d'hommes, en France, on en compte plus de deux cent mille, attaqués de cette maladie ; ce nombre se renouvelle quatre fois par an, & fait, à-peu-près, un million de malades, de ce genre, dans le cours de chaque année.

De ce million d'individus, plus de douze mille nouveaux nés meurent de ce mal, peu de tems après leur naissance, soit en nourrice, soit aux Enfans-Trouvés : les premiers infectent leur nourrice ; celles-ci leurs enfans.

Parmi les adultes, quinze mille meurent, trente mille languissent & se ressentent, toute leur vie, de l'effet des remèdes.

De plus, le nombre des souffrans & des morts est, beaucoup, augmenté, depuis que le Gouvernement, instruit des ravages que ce mal fait dans les campagnes, a chargé la Société Royale de Médecine de prescrire les remèdes les plus convenables.

Cette Compagnie, au lieu d'employer ceux que j'avais indiqués, comme les meilleurs & les ſeuls pour remplir les vues du Gouvernement, a, par ſon *inſtruction ſommaire*, répandu l'erreur & le poiſon dans le Royaume ; tous deux s'ouvrant une circulation nouvelle, ont accru le fléau, ont produit des maux pires que ceux auxquels le Miniſtère a voulu remédier ; & cette partie ſouffrante de la Nation, eſt ſacrifiée, de propos délibéré, à la jalouſie, à l'inſuffiſance, à la mauvaiſe foi de ces Médecins (*a*).

Jamais Machiavéliſme n'a fourni un exemple de cruautés plus réfléchi, que celui que la Société Royale, par ſa conduite avec le Gouvernement, par ſon procédé avec moi, donne, à l'égard de ma découverte & de ſon *inſtruction ſommaire.*

Cette compagnie de Médecins ariſtocrates, qui ſacrifie tout à l'envie de primer, s'aidant de l'intrigue, à defaut de talent, pour envahir, pour s'arroger, excluſivement à tout autre corps de Médecins, ce qui concerne la ſanté des Sujets, & ce qui a rapport à la médecine;

(*a*) J'en excepte quelques-uns, ſans avoir aucune relation avec eux ; je les eſtime & les honore, à cauſe de leur talent & de leurs qualités perſonnelles.

Cette Compagnie, dis-je, par esprit de parti, par animosité de Corps, aime mieux voir souffrir, sans secours, ou faire périr, par ceux qu'elle prescrit, des milliers de Citoyens, plutôt que d'employer les remèdes propres à leur guérison; parce que ces remèdes sont découverts & enseignés par un Membre de la Faculté de Médecine, que la Société Royale rivalise.

Bicêtre, l'hospice de Vaugirard, les Hôpitaux civils, les Dépôts de Mendicité, du Royaume, où l'on reçoit les malheureux, ne suffisent point à tous ceux qui se présentent, & encore quels secours leur donne-t-on!

Il faudroit qu'un ami de l'humanité, qu'une ame compatissante, visitât ces asyles de douleurs & de miseres, pour être témoin des maux qu'on fait souffrir à ces malades, sans nécessité, sans fruit pour leur guérison.

L'erreur, le préjugé, l'ignorance, le remède, la méthode sont par-tout les mêmes, & par-tout ils ont les mêmes inconvéniens.

Les traitemens sont longs, cruels, aveugles, difficiles, compliqués, inconséquens, désagréables, coûteux, insuffisans, quelquefois mortels; & toujours accompagnés des risques ou des accidens, inséparables de la nature & de l'action du remède; la plupart des malades

ſont enfermés, pendant leur traitement, ou ne peuvent vaquer à leurs travaux ordinaires.

Dailleurs, il répugne autant à la ſaine raiſon, qu'il eſt contraire à la bonne pratique de vouloir que le plus mauvais remède, le moins connu, & dont l'adminiſtration eſt aveugle, s'applique & convienne, indiſtinctement, dans tous les cas & à tous les Sujets: cela eſt auſſi abſurde qu'il le ſeroit de vouloir peindre tous les objets, avec une ſeule couleur. Cette manière de faire la médecine, eſt le comble de l'ignorance. C'eſt un charlataniſme auſſi humiliant pour l'art, que préjudiciable au genre-humain.

Cet expoſé, que j'ai affaibli, conſidéré ſous tous ſes rapports, examiné dans tous ſes détails, offre l'aſpect le plus affligeant à l'homme ſenſible, préſente les effets les plus déſaſtreux à l'homme d'Etat.

Il eſt difficile de calculer, & d'imaginer les torts que cette maladie fait à la population, aux arts, aux métiers, aux manufactures, au commerce, à la navigation, & les ravages qu'elle cauſe dans les campagnes, dans les grandes Villes, ſur-tout dans les ports de mer, où elle eſt plus difficile à guérir.

Ce que le Particulier ſouffre, ce que le Gouvernement dépenſe, ce que la Nation

perd, en argent, en travaux, en hommes, font une somme de maux, de dommages qui intéressent, également, la politique & l'humanité.

Cependant, ce fléau, qu'on dit si grand, qu'on croit si dangereux, n'est tel que par la manière fausse, inconséquente de l'envisager, & par les remèdes insuffisans & meurtriers qu'on employe.

Les hommes, dans tout ce qui les intéresse, cherchent & s'étudient à faire le moins mal, ou pour le mieux; dans beaucoup de choses, ils y sont parvenus. Le contraire est arrivé à l'égard de cette maladie.

Un faux préjugé, une routine aveugle, une mauvaise autorité, mal à propos respectée, sont cause que dans les parties de l'Europe, même, les plus éclairées, le genre humain est livré au plus mauvais traitement qu'il soit possible de faire, ou d'imaginer.

Quoique ce traitement soit le plus inconséquent, le plus vicieux de tous ceux qui se font en médecine, néanmoins, d'après ma doctrine, il est le plus susceptible de perfection.

Jamais préjugé n'a été plus absurde, plus funeste que celui qui règne, à l'égard de ce fleau; il est étonnant, que l'expérience de

trois siècles n'ait répandu aucun jour sur sa nature, sur son traitement. Il semble que l'ignorance & la déraison se soient réunies, pour concourir, ensemble, à la honte de l'art & au malheur du genre humain.

Les Médecins, les Chirurgiens, anciens & modernes, qui ont écrit sur ce mal, qui l'ont traité, esclaves du préjugé, & de l'habitude, n'ont rien dit de vrai, d'utile, n'ont rien fait de réfléchi, de conséquent; il semble qu'ils ne se soient, jamais, servi de leur bon sens, ni des connaissances qu'ils pouvaient avoir d'ailleurs, pour observer les phénomènes qu'ils voyaient, pour se rendre compte de ce qu'ils pratiquaient.

Et même, il n'y a pas, dans tout le Royaume, un seul homme de l'art, qui sache ce qu'il convient de faire, dans cette maladie, ce qu'il fait, pourquoi il le fait, ni ce qui doit résulter de ce qu'il fait.

Aucun Médecin, aucun Chirurgien ne connaît la nature du remède qu'il employe, la propriété qu'il doit avoir pour guérir; sous quelle forme il opère, quelle est sa manière d'agir, la cause de ses effets nuisibles ou salutaires, d'où résulte, évidemment, qu'il ne peut diriger les bons ni prévenir les mauvais.

La pratique de tous est couverte du voile

le plus épais & conduite par l'ignorance la plus abſolue. Joignez à cela, l'uſage du remède le plus infidèle, le plus dangereux que la Médecine connaiſſe, que l'art & la nature produiſent.

Malgré cela, ceux qui pratiquent ce genre de traitement, ont l'aveugle préſomption, ou la mauvaiſe foi, d'affirmer que cette méthode eſt la meilleure, quoique la ſeule ignorance la conſacre, quoique le ſeul intérêt la ſoutiennne, d'atteſter, encore, que le remede qu'ils employent, eſt le ſeul ſpécifique pour la guériſon d'une maladie, qui lui réſiſte ſouvent, & à laquelle il attache auſſi fréquemment une infinité de ſuites fâcheuſes. Aſſertion fauſſe, dans ſon principe, funeſte dans ſes conſéquences, & démentie dans tous ſes points.

Les Médecins & les Chirurgiens, qui prétendent que le reméde uſité ſoit le vrai & l'unique, pour cette maladie, ſont en médecine, ce qu'eſt, en géographie, le Payſan, qui croit que l'horiſon, où ſe termine ſa vue, eſt le bout du monde.

Ces vérités ſont affligeantes pour les Malades, & humiliantes pour les Gens de l'art (*a*);

(*a*) Que les Médecins, les Chirurgiens, qui en ſeront

mais elles ſont d'une trop grande importance, pour n'être pas connues de tout le monde, particulièrement du Miniſtere. Comment remédier à des maux, dont on ignore la nature & la cauſe?

Pour arrêter ces maux dans leur ſource, il faut éclairer le Public & le Gouvernement, & les faire revenir de leur opinion, en faveur de ceux qui paſſent pour bien guérir & bien connaître la maladie, & le remède.

Ces Médecins, ces Chirurgiens, ſont un ſecond fléau, dans l'Etat, plus deſtructeur, plus dangereux que le mal même. Leurs écrits, leur exemple, leur pratique, ne ſervent qu'à perpétuer l'erreur, fortifier le préjugé, entretenir une fauſſe confiance.

Parmi ces Auteurs & ces Praticiens, il ne ſe trouve que des ignorans trompés, des ignorans impoſteurs, & des ſavans qui aiment à ſe tromper; & parmi les malades, des dupes & des victimes.

Tous les Médecins, tous les Chirurgiens,

---

bleſſés, ou qui ne les trouveront pas fondées, réfutent, ſeulement, une de mes objections. Je leur donne le choix de celle qui leur fournira le plus de facilité pour me répondre: Le devoir, l'honneur, le ſalut public, tout doit les engager à le faire.

ſans en excepter un ſeul, qui traitent cette maladie, par le remède ordinaire, doivent être mis, & ſont, TOUS, dans l'une ou l'autre de ces claſſes. C'eſt un fait que je ne ſaurais aſſez inculquer dans l'eſprit du public, ni aſſez faire connoître aux Miniſtres & aux Adminiſtrateurs des Hôpitaux.

Telle eſt l'idée qu'on doit ſe former du ſavoir & de la bonne foi de ces prétendus Savans, Auteurs, ou Praticiens, à qui le Public s'abandonne pour le traitement de cette maladie.

Et j'oſe avancer, qu'aucun des Medecins, & des Chirurgiens, qui ont le plus de prêtentions à la célébrité, ou qui paſſent pour avoir le plus de connoiſſances dans cette partie, n'attaquera les vérités que je dis. Vérités qui doivent être, généralement, répandues, pour dévoiler la mauvaiſe foi, pour confondre l'ignorance orgueilleuſe de ceux qui, par leur impudence, voilant leur impéritie, induiſent en erreur & jettent dans le péril celui qui croit au prétendu ſavoir & à la fauſſe réputation de ces guériſſeurs renommés.

Si, juſqu'à préſent, la médecine a ſi peu fait pour cette maladie, c'eſt que la pareſſe & l'habitude, ſi naturelles à l'homme, font qu'il ſe contente des moyens qu'il a; comme

le ſalut d'un autre ne l'intéreſſe qu'indirectement, il s'occupe moins de la recherche d'un remède plus efficace, pour le ſoulager.

On m'objectera qu'on guérit par la méthode que je blâme : oui, l'on guérit, j'en conviens : je dis plus, on guérit, de cette manière, même, ſans la participation de celui qui adminiſtre le remède ; mais guérit-on toujours ? comment guérit-on ? c'eſt en aveugle qu'on traite, & c'eſt par hazard qu'on guérit !

Pour connaître par combien de maux, de dangers, on parvient à cette guériſon, à quel prix on l'obtient, quels ſont les réſultats affreux de ce genre de traitement, qu'on liſe ce que j'ai écrit contre le remède & la méthode !

D'après cela, quel compte doit-on tenir du ſuccès à l'Art & à celui qui l'exerce, & qu'elle confiance donner à l'un & à l'autre ?

En dévoilant à la France, à toute l'Europe, l'erreur funeſte où l'on eſt, ſur ce qui concerne cette maladie & ſon traitement ; je ne crois pas offenſer les hommes de l'art, chez qui elle eſt rachetée par d'autres connoiſſances ; il n'y a que ceux qui ſentent leur inſuffiſance, qui peuvent en être humiliés & m'en vouloir, particulièrement cette eſpèce d'hommes qui s'alimentent des maux du Public, &

trouvent leur compte à les multiplier ; qui, ennemi des ſecours qu'on lui préſente, pour les rejetter, ou les dénigrer, ameutent leurs pareils, s'arment de la calomnie, qu'ils répandent, pour décrier un auteur qu'ils ne connoiſſent pas, & prévenir contre ſon ouvrage qu'ils n'entendent point ; mais dangereux, pour eux, en ce qu'il porte un trop grand jour ſur leur pratique, & qu'il nuit à leurs intérêts, en détruiſant un préjugé non moins favorable à leur cupidité, qu'à leur ignorance.

Cependant, quelle que grave & cruelle que cette maladie paraiſſe ; elle eſt une des moins dangereuſes & des plus faciles à guérir. La nature a placé, dans le regne végétal, un nombre prodigieux de remèdes, les plus convenables à ſa guériſon ; remèdes ſimples, d'un uſage facile, ſans inconvénient, & ſous la main de tout le monde.

Une étude ſuivie de la Nature, & la pratique réfléchie de la Médecine, faites ſans préjugés, m'ont appris que ces plantes conviennent, ſpécialement, à cette maladie, & qu'elles en ſont les vrais remèdes ; le fréquent emploi que j'en ai fait, m'a confirmé cette importante découverte ; il falloit une méthode pour en diriger l'uſage, la réflexion & l'expérience me l'ont enſeignée.

Le traitement par les végétaux eſt doux, ſimple, éclairé, commode, peu coûteux ; la guériſon eſt certaine & générale ; plus prompte que par tout autre moyen ; elle ne ſouffre pas d'exception ; ce traitement ne laiſſe aucune ſuite fâcheuſe après lui ; il ne demande point de préparation ; il n'aſſujettit à aucun régime particulier ; & les malades, de quelqu'état qu'ils ſoient, en peuvent remplir les devoirs, pendant leur traitement.

Il n'y a point de cas, ni de complication auxquels il ne ſoit facile de remédier, par l'uſage des végétaux ; ce qui eſt, phyſiquement, impoſſible par tout autre moyen.

Tous les malheureux, quel qu'en ſoit le nombre, recevront, à la fois, des ſecours, prompts, efficaces, ils ne ſeront pas remis & renvoyés, pour être traités à leur tour, comme cela ſe pratique dans les Hôpitaux, particulièrement à Paris, où il ſont obligés d'attendre, ſix mois & plus. Pendant ce délai, la maladie fait des progrès, devient plus difficile à guérir, & ſouvent elle ſe répand davantage.

L'économie, qui réſultera de ma manière de traiter, pour les Départemens de la guerre, & de la Marine, pour les Hôpitaux civils, pour les Dépôts de mendicité, pour l'Hoſ-

pice de Vaugirard ; pour les particuliers ; le prompt rétabliſſement des uns, la conſervation de la vie des autres, la continuation de leur travail, ſont inappréciables.

D'après une conviction, acquiſe par le temps, par l'uſage, j'ai combattu l'erreur & la prévention où l'on eſt; j'ai indiſpoſé, contre moi, les gens de l'Art, pour m'être élevé au-deſſus de leurs connaiſſances; je m'en ſuis fait autant d'Adverſaires, dont l'injuſtice & l'animoſité n'ont pas d'exemple, ſur-tout de la part de ceux qu'un faux ſavoir, un ſot orgueil, un vil intérêt engagent à ſoutenir l'opinion vulgaire.

Détruire des préjugés dangereux, démaſquer l'ignorance, relever des fautes, établir des vérités contraires aux idées reçues, faire des découvertes utiles, procurer par leurs moyens un des plus grands biens à l'Etat & à l'humanité, ſont autant de torts, ou de crimes que les hommes de la même profeſſion ne pardonnent jamais ; & voilà les motifs de l'acharnement de mes ennemis; dans l'impuiſſance de refuter mes objections, ils n'ont d'autre arme que la calomnie pour attaquer ma découverte, qui fait leur honte & leur déſeſpoir.

Je

Je croyais que la raiſon, & l'expérience ſuffiraient pour détruire un préjugé dangereux, qui n'a d'autre fondement que d'être ancien, d'autre mérite que d'être univerſel. Je croyais que l'exemple joint au précepte, en éclairant les hommes de l'Art, lesconduirait à la connaiſſance d'une vérité, d'autant plus précieuſe, pour ceux qui ſont bien intentionnés, qu'elle les met à même de ſoulager leurs ſemblables.

Je ne m'attendais pas, dans une affaire, qui intéreſſe le ſalut de la Nation & du genre humain, que l'orgueil, l'envie, la mauvaiſe foi me ſuſciteraient autant d'ennemis ; je m'attendais encore moins à les voir employer, contre moi, l'injure & la calomnie ; comme ſi des perſonnalités, qui deshonorent ceux qui ſe les permettent, étaient des raiſons à oppoſer à une théorie, à une pratique fondées ſur les meilleurs principes de la Médecine, à une découverte, le fruit de près de cinquante ans de veilles, de méditations & d'expériences.

Changer une opinion générale, & de pluſieurs ſiècles, c'eſt un grand projet. Il faut être bien aſſuré de la bonté de ſes moyens, bien convaincu des vérités qu'on avance, pour oſer attaquer l'erreur, pour vouloir

détruire le préjugé de tous les hommes de ſa profeſſion.

Quelle que grande & difficile que ſoit cette entrepriſe, d'après le ſentiment de ce que je ſais, & de ce que je puis, j'en vois le ſuccès aiſé & certain : ſi l'Aſſemblée Nationale daigne ſeconder mon zèle & mon travail.

Il faut que l'autorité intervienne, ſi le Miniſtère veut s'éclairer, s'il veut ſe procurer les moyens de conſerver les ſujets, & d'économiſer les dépenſes deſtinées à leur ſoulagement.

Pour combattre l'erreur, le préjugé, l'ignorance, l'habitude, l'intérêt, l'orgueil, l'envie, la haine de mes Adverſaires, que puis-je, ſeul, contre tous? Ma voix eſt étouffée, la vérité eſt méconnue, les faits, les écrits ſont altérés, ſont calomniés, par la multitude.

Le Deſpotiſme miniſtériel, l'Ariſtocratie, l'égoïſme, qui régnent dans toutes les parties de l'Adminiſtration, ont gagné les Médecins attachés au Gouvernement.

Ces Médecins rejettent les choſes utiles, où ils ne trouvent pas leur compte ; ils font agréer les choſes les plus nuiſibles, quand ils y trouvent leur avantage. Il faut ramper, valeter, payer, pour inſtruire le Miniſtre,

& pour le mettre à même de faire le bien. Aussi ces Médecins se sont-ils opposés, depuis vingt-quatre ans, à celui que je puis faire, parce qu'il n'y avoit à gagner que pour l'Etat.

Ces Médecins abusent de leur accès auprès du Ministre, obligé de s'en rapporter à eux, sur les objets de santé, ils ne lui disent que ce qu'ils veulent qu'il sache, & qu'il fasse, pour ou contre les choses & les personnes, que ces Médecins ont intérêt d'éloigner, ou de faire accueillir du Ministre ; & avec une audace, une impudence, incroyables, ils sacrifient à des motifs personnels, le bien de l'Etat & la vie des Sujets.

Un fait, un exemple, que je dois citer, est la conduite actuelle du Directoire des Hôpitaux de la Guerre. Il est impossible de porter plus loin l'injustice, la mauvaise foi, à mon égard, le mépris du salut public, le manque de respect & de soumission aux ordres du Roi, dont le voeu & la volonté sont qu'on donne à mes expériences de la suite, pour faire jouir son Peuple & ses Troupes, des avantages de ma découverte.

Le Directoire, jaloux de ce que le Roi & le Ministre m'ont employé à son insçu, pour me mettre à l'abri de la perfidie de ses

principaux Membres, fâché de mon ſuccès & du bien qui doit en réſulter, m'a calomnié auprès du Miniſtre & du Conſeil de la Guerre, pour empêcher une économie, par an, de quatre à cinq cent mille livres, que ma découverte procurait; tandis que le Directoire a fait, depuis le premier Janvier, juſqu'au mois de Juin, une déprédation dans les Hôpitaux, qui a coûté la vie à bien des ſoldats, & des ſommes immenſes, en pure perte. On prétend qu'elles montent à plus de cinq millions. Afin de prévenir de plus grands maux, on ſera obligé, avec de nouveaux frais, de rétablir les choſes dans leur premier état.

Sans aucun égard au ſuccès de mes expériences, aux procès-verbaux de mes Commiſſaires, à leur certificat, qui le conſtatent de la manière la plus authentique, & ne laiſſent rien à deſirer, le Directoire des Hôpitaux, de ſon autorité privée, & ſans en donner les raiſons, a rejetté, a défendu l'uſage de ma méthode, pour le Militaire; il a fait de moi, de mes expériences, au Miniſtre, au Conſeil de la Guerre, un faux rapport, dont le but eſt ſi odieux, les inculpations ſi révoltantes, que le Directoire a eu grand ſoin de tenir ſon rapport ſecret,

pour ne pas ſe couvrir de la honte & du blame, que lui aurait attirés ſon indigne procédé, s'il eût été public (1).

---

(1) J'ai écrit au Miniſtre, au Rapporteur du Conſeil, au Préſident du Directoire des Hôpitaux, de la Guerre, pour leur donner des éclairciſſemens & des moyens relatifs à l'économie, que le Miniſtre avait en vue, dans le nouveau régime, qu'il voulait établir, pour les Hôpitaux. Projet mal vu, mal exécuté, d'ailleurs impraticable ou funeſte, par l'incapacité de agens néceſſaires à ſon exécution. L'économie, la ſanté du ſoldat, l'avantage des Régimens, qu'on préſentait au Miniſtre, étaient chimériques, & phyſiquement impoſſibles. Ce projet n'a eu lieu que pour donner AUX FAISEURS une occaſion de ſe rendre néceſſaires, & de profiter de la circonſtance.

Dans toutes mes Lettres au Miniſtre & au Préſident du Directoire, j'ai demandé inſtamment, j'ai vivement ſollicité la communication du rapport du Conſeil de Santé, qui conformément aux vues & aux ordres du Roi, devait m'être remis, & qui, relativement à ſon objet, devait avoir la même publicité que mes expériences. Je n'ai pu l'obtenir ce rapport, je n'ai pas même reçu de réponſe à aucune de mes Lettres, quoiqu'elles fuſſent aſſez intéreſſantes pour être répondues par le Miniſtre, par le Rapporteur du Conſeil, & par le Préſident du Directoire, s'ils avaient voulu faire le bien. Mes travaux, mes offres, mes démarches pour y concourir, n'ont pas paru mériter, de la part de ces Meſſieurs, la moindre attention, ni l'honneur d'une réponſe.

Je crois devoir rapporter une partie de ma dernière

Il fut un tems & des Empires, où la Loi décernait une couronne civique à celui qui ſauvait la vie à un Citoyen.

Lettre au Miniſtre, pour montrer au peuple & à l'Aſſemblée nationale, la pureté de mes vues & la droiture de mes intentions.

Paris, ce 20 Juin 1789.

LETTRE au Miniſtre de la Guerre.

. . . .

. . . . . J'inſiſte, particulièrement, Monſeigneur, ſur la demande de la communication du rapport du Conſeil de Santé ſur mes expériences de Grenoble. Le refus qu'il a fait, juſqu'à préſent, de me le communiquer, ſa précaution à le tenir ſecret, doivent vous le rendre ſuſpect. Si vous prenez la peine d'examiner cette affaire, vous ſerez convaincu de l'injuſtice, des mauvaiſes intentions du Directoire, & de l'oppoſition qu'il met au bien que je puis faire dans votre Département. D'ailleurs, cet objet intéreſſe trop l'économie, le ſervice du Roi, la conſervation des Soldats, pour ne pas mériter votre attention, & vous engager à découvrir la vérité.

Il eſt malheureux que mon zèle, mes ſacrifices, pour le ſervice, pour les intérêts de Sa Majeſté, que ma conduite franche, généreuſe, que les ſuccès, les plus complets, les plus authentiques, que la découverte la plus utile à l'humanité, ſoient ſi mal accueillis, & que des droits, ſi légitimement acquis à votre bienfaiſance & aux bontés du Roi, ſervent a mes Adverſaires, de motif

Aujourd'hui, chez une Nation éclairée, ſous un Gouvernement humain, économe, je ſuis en but à la diffamation la plus atroce,

---

pour me diffamer, & pour me faire éprouver de la vôtre des injuſtices.

Certainement, Monſeigneur, vous ignorez les procédés odieux qu'on a pour moi : ſi vous les connaiſſiez, vous ne ſouffririez pas qu'un Citoyen honnête, qui a donné tant de preuves de ſon dévouement & de ſon utilité pour le bien de l'Etat, pour le ſalut de la Nation, fût traité, & calomnié, auſſi indignement que je le ſuis.

J'ai l'honneur de vous prévenir & de vous certifier que le Directoire des Hôpitaux, & particulièrement le ſieur Colombier, abuſent de leur place, de votre confiance, vous en impoſent, vous trompent, ſe jouent de la vie des Soldats, des intérêts du Roi, ſacrifient l'un & l'autre à des motifs particuliers, cherchent, par des inculpations, fauſſes, injurieures, à vous prévenir contre moi, pour vous détourner de faire uſage d'une découverte, que vous ne manqueriez pas d'accueillir, ſi on ne vous en dérobait la connaiſſance & l'utilité.

Je vous donnerai, Monſeigneur, la preuve de ces faits, quand vous voudrez, ſoit en particulier, ſoit en préſence du Conſeil de la Guerre ; & même, je vous demande, en grace, de m'y faire paraître, avec les ſieurs Colombier, Doublet, Dehorne, Louis, & autres, pour vous éclairer ſur ce point de votre adminiſtration, & pour repouſſer la calomnie, que ces Membres du Conſeil de Santé, par jalouſie, par animoſité, ont inventé contre ma pro-

pour avoir conſervé la vie à des milliers d'hommes, & pour vouloir enſeigner à ceux de ma profeſſion à en faire de même.

Depuis vingt-quatre ans, le Miniſtère ſourd à mes repréſentations, a vu, avec tant d'indifférence, le bien que j'ai fait, qu'il n'a pas daigné y apporter la moindre attention, ni mettre aucun prix à mon zèle, à mon dévouement, à ma découverte.

Sans doute, il en a été détourné par les propos, par les rapports infidèles des Médecins de la Cour & des différens Départemens. Médecins, chez qui, rarement, le ſavoir, la vérité, le zèle pour le ſalut du peuple s'allient avec l'intrigue, l'ambition & la ſervitude où ils vivent. Ces Médecins ont rejeté ma doctrine, qui contrarie leurs idées & leur pratique; ils ont nié la poſſibilité de ma découverte, ſans en avoir la moindre connaiſſance, & ſans qu'aucun puiſſe me faire une objection motivée. Et voilà les Médecins que le Miniſtère conſulte & emploie, pour le bien de l'Etat, & pour le ſalut des ſujets!

---

bité, contre mes expériences, pour n'avoir pas la honte de me voir faire, dans votre Département, un bien eſſentiel, dont ils ſe ſentent incapables.

Je ſuis, &c.

Si l'on eſt étonné de la manière dont le Gouvernement m'a traité, on doit l'être encore plus de ma perſévérance à faire le bien.

Pour m'en détouner, il n'y a pas d'injuſtices, de déſagrémens, de contrariétés qu'on ne m'ait fait eſſuyer; mais rien n'a été capable de laſſer ma patience & mon courage. Avec un cœur humain & bienfaiſant, il eſt difficile de renoncer au projet de rendre la ſanté ou de conſerver la vie à ſes ſemblables, quand on en a le pouvoir. J'ai toujours eſpéré qu'il viendrait un temps, où la vérité & ma conſtance triompheroient, où mes veilles, mes travaux ſeroient auſſi fructueux, que je le deſire, à ma patrie, & au genre-humain : il ne pouvoit rien arriver de plus favorable à mes vues, que l'heureuſe révolution, que la France vient d'éprouver. J'oſe me flater que l'Aſſemblée, par une ſuite du bien qu'elle fait à la Nation, accueillera, favorablement, ma découverte qui, malgré les clameurs de l'ignorance, & de l'envie, pour en ravaler le mérite, eſt la plus ſavante, la plus heureuſe, la plus utile, qui ſe ſoit faite, pour le ſoulagement du genre-humain.

En qualifiant ainſi ma découverte, outre la vérité que je dis, je le fais à deſſein d'en-

gager de prouver le contraire ceux qui se plaisent à la décrier ou à la nier. J'ai pris toutes les voies, j'ai employé tous les moyens possibles pour obliger mes Adversaires d'entrer en lice, en discussion avec moi, ils se sont permis des injures & des calomnies ; mais ils n'ont osé, ni pu répondre à ce que j'ai publié, & je les défie, TOUS, de le faire.

Comme le savoir & la vérité ne se font jamais bien connaître & sentir, qu'autant qu'ils sont en opposition, avec l'ignorance & le mensonge, je prie l'Assemblée-Nationale, au nom de l'humanité souffrante, & pour l'intérêt du Gouvernement, d'ordonner aux Facultés de Médecine, aux Collèges de Chirurgie, aux Académies des Sciences, à la Société Royale de Médecine, de répondre à mes objections, contre le remède & la méthode usités, de discuter ma doctrine, de prouver l'insuffisance des végétaux, pour guérir cette maladie, & pour avoir un point de comparaison, d'ordonnerdes expériences publiques de ma nouvelle méthode, & des traitemens avec les moyens ordinaires, faits par des personnes, d'un savoir & d'une probité reconnus, sous les yeux des Officiers Municipaux & Militaires, qui prendront les pré-

cautions que la prudence dictera, afin de s'assurer, par des écrits, par des traitemens répétés, par des succés constans, des avantages de ma découverte.

S'il est une autre manière de se montrer, ou de faire mieux, qu'on me la prescrive? je me soumettrai à tout, pour le bien de la chose publique.

Les obstacles que l'envie, l'intérêt, la mauvaise foi ont mis au progrès de ma méthode, cesseront, quand l'Assemblée nationale forcera mes Adversaires de se montrer, quand elle forcera les Médecins, des différens Départemens & la Société Royale de Médecine de s'expliquer, CATHEGORIQUEMENT & PAR ÉCRIT sur ce qu'ils ont à dire en faveur de leur méthode, & à objecter contre ma découverte. Ce sont ces Médecins, qui ont fait le plus de mal; ce sont eux qui s'opposent le plus au bien; pour se justifier de ce reproche, ils doivent rendre compte de leur motif au Peuple & aux augustes Représentans qu'il a choisi pour veiller à ses droits, & à sa conservation.

L'opération que je propose étant une affaire d'administration, dont l'Assemblée nationale ne se mêle pas; mais comme cette opération regarde essentiellement le peuple,

l'Aſſemblée nationale voudra bien inviter les Miniſtres à en conférer, entre eux, les Adminiſtrations provinciales & les grandes Municipalités à s'en occuper.

Les uns feront dans leur Département, les autres dans leur Province, dans leur Ville, ce que le beſoin & l'èconomie exigeront, pour le ſalut des particuliers, & pour le bien général.

Afin que l'Aſſemblée nationale juge de la néceſſité d'accepter ma propoſition, vu les avantages qui doivent en réſulter & l'importance de ſon objet : qu'elle jette un coup d'œil ſur les maux, dont le Royaume eſt, continuellement, affligé, par ce fleau, & qu'elle reporte ſes regards ſur ce que la France en a ſouffert les ſiècles derniers, l'Aſſemblée nationale aura ſous les yeux la ſomme des pertes que l'Etat doit, néceſſairement, eſſuyer.

Un tableau ſi affreux, un préſent & un avenir ſi cruels doivent engager les perſonnes qui ont à cœur le bien de l'Etat & la conſervation des Citoyens d'aller au-devant de ſi grands maux, qu'il eſt facile de prévenir par les moyens que j'offre.

Près d'un million de ſujets, de toutes les claſſes, privés de ſecours convenables à leur

maladie, sollicitent l'Assemblée nationale de s'intéresser à leur sort.

Pour y remédier, l'Assemblée n'a qu'à vouloir ; & pour lui faire sentir la nécessité de le vouloir & de le faire, ma conscience, mon état, mes lumières m'obligent de déclarer, publiquement, à l'Assemblée nationale, que c'est moins le mal qui fait souffrir & languir une partie de ceux qui en sont atteints, que l'effet du remède qu'on leur donne, & lorsque les malades meurent dans le traitement, ou de ses suites, c'est le remède qui les tue.

Ces malades sont autant de victimes de l'erreur, & du prejugé de ceux qui les traitent.

Et je dénonce comme homicides volontaires, les gens de l'Art qui, par morgue, par entêtement, se refusent à la vérité & à l'évidence, qui rejettent des moyens sûrs de guérir, ou qui les calomnient, pour n'avoir pas à rougir à-la-fois, & de leur injustice à mon égard, & de leur ignorance, s'ils convenoient de la bonté de ma doctrine, & de la réalité de ma découverte, [redacted], après les avoir indécemment combattu [ma découverte sera infailliblement

perdue, pour la France & pour le genre-humain, si les discussions & les expériences, que je sollicite, ne se font pas, publiquement, par les ordres & sous les auspices de l'Assemblée Nationale. Je la prie donc, de vouloir bien adresser le présent Mémoire aux Facultés de Médecine, aux Colléges de Chirurgie, aux Académies des Sciences, à la Société Royale. Leur réponse & ma réplique serviront de préliminaires au travail que j'offre de faire. J'en ai donné le plan à la suite de ma requête au Roi, présentée le 29 Juin 1782, & je la joins ici :

En suivant ma doctrine, en usant des remèdes que j'ai indiqués, on guérira, toujours, sûrement, promptement, commodément, & à très-peu de frais ; on préviendra les fautes de l'ignorance, les abus du préjugé, les erreurs d'un faux savoir, le brigandage de la Charlatannerie, & tous les maux, tous les homicides, qui en sont les suites.

Lorsqu'on peut atteindre un but si salutaire, si avantageux, par l'usage de mes découvertes, elles valent bien la peine d'être examinées; il serait aussi inhumain qu'impolitique de s'y refuser. Malgré l'indifférence ou la mauvaise foi avec lesquelles on les a, jusqu'ici, accueil-

lies ou appréciées, en attendant la conviction que j'offre d'en donner, je soutiendrai, toujours, d'après le témoignage de ma conscience & d'après une longue & grande pratique, que les végétaux, seuls, les plus communs, ont la propriété de guérir cette maladie, comme l'eau a la propriété d'éteindre le feu ; & j'ose dire, que de toutes les découvertes, dont la Médecine & le Gouvernement se sont occupé, pour le salut, & pour l'intérêt publics, il n'y en a jamais eu, a ce double titre, & par le temps, les travaux & l'ensemble des connaissances qu'elles ont exigés, qui ait plus mérité que les miennes, l'approbation des Savans & la reconnaissance des hommes.

Un des plus beaux dons, un des plus grands biens que l'Assemblée nationale puisse faire à la France, & au genre-humain, est de rendre général l'usage de mes découvertes.

Il n'est au pouvoir d'aucun Souverain, de gratifier l'humanité d'un pareil bienfait.

Pour déterminer l'Assemblée à ordonner l'examen de ma doctrine & la continuation des expériences de mes découvertes, j'ose assurer, sur ce que l'honneur & la probité ont

de plus ſacré, qu'il m'eſt auſſi facile de faire le bien que je propoſe, qu'il eſt naturel à tous les Membres de l'Aſſemblée nationale de le deſirer.

Je ſuis avec le plus profond reſpect,

DE NOSSEIGNEURS,

Le très-humble & très-obéiſſant ſerviteur,

MITTIÉ, *Docteurs-Regent de la Faculté de Médecine de Paris.*

Ce 25 Juin 1789.